

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article14223>

WikiLeaks : l'espionnage de Google par Pékin serait "100% politique"

- Informatique - Internet -



Date de mise en ligne : dimanche 5 décembre 2010

Spyworld Actu

En janvier 2010, Google annonce avoir été victime au cours des derniers mois d'une série d'opérations de cyber-espionnage. Des pirates informatiques ont réussi à pénétrer ses serveurs et à voler des données personnelles et des messages privés appartenant à des citoyens chinois, notamment des dissidents politiques. Google affirme que les attaques venaient de Chine, et accuse indirectement le gouvernement chinois - sans fournir de preuve.

En représailles, Google annonce son intention de contourner le système de censure imposé par l'Etat sur son moteur de recherche basé en Chine, en redirigeant les internautes vers son site de Hongkong, non censuré. La société envisage même, à regret, de quitter le marché chinois, car depuis son arrivée en 2006, les pressions, les tensions et les incidents n'ont jamais cessé.

Le gouvernement chinois nie fermement ces accusations de piratage, et s'indigne de ce projet de contournement de la censure officielle, présenté comme une violation de la souveraineté nationale chinoise.

UNE OPÉRATION PRÉPARÉE AU PLUS HAUT NIVEAU

Les rapports diplomatiques américains obtenus par WikiLeaks et consultés par Le Monde montrent que l'ambassade des Etats-Unis à Pékin s'est fortement mobilisée pour en savoir plus.

Quelques jours seulement après la déclaration de Google, un informateur indique aux diplomates américains que l'opération de cyber-espionnage contre Google a été préparée et coordonnée au plus haut niveau chinois, "au sein du bureau d'information du conseil d'Etat, sous la supervision de deux membres du comité permanent du Politburo".

Après la déclaration publique de Google, plusieurs séances du comité du Politburo ont été consacrées à cette question. L'informateur ajoute que l'opération était "de nature 100% politique", et visait essentiellement les dissidents. Selon lui, elle n'avait rien à voir avec une hypothétique manoeuvre commerciale destinée à évincer Google du marché chinois pour favoriser son concurrent local, le moteur de recherche Baidu. En revanche, un autre informateur de l'ambassade affirme qu'un membre du comité permanent du Politburo travaille en collaboration avec Baidu pour nuire aux intérêts de Google en Chine.

Les diplomates américains ne sont pas surpris par ces informations. Les documents révélés par WikiLeaks montrent que depuis des années, ils collectent des renseignements confidentiels sur des entreprises privées chinoises de sécurité informatique, notamment pour savoir si elles embauchent d'anciens hackers, afin de se donner les moyens de mener des cyber-attaques vers l'étranger.

"CYBER-GUERRE" DÉFENSIVE ET OFFENSIVE

Les Américains cherchent aussi à comprendre les relations exactes entre ces sociétés privées et divers organismes publics militaires et policiers, car ils soupçonnent la Chine de mettre en place une structure mixte publique-privée, capable de mener des opérations de "cyber-guerre" à la fois défensives et offensives.

Cela dit, les diplomates sont conscients que la méfiance est réciproque : selon un informateur régulier de l'ambassade américaine, de nombreux responsables politiques, militaires et universitaires chinois, vivent dans la hantise que les Etats-Unis lancent un jour contre la Chine une cyber-attaque massive capable de paralyser les infrastructures du pays.

La Chine se sait vulnérable, car ses serveurs Internet fonctionnent en grande partie grâce à des logiciels américains. Par ailleurs, le projet de Google de contourner le système de censure officielle préoccupe gravement les dirigeants chinois, qui en font une affaire d'Etat.

Toujours grâce à leurs informateurs, les diplomates américains apprennent que les membres du comité du Politburo considèrent désormais la question de la liberté d'expression sur Internet comme le nouveau champ de bataille prioritaire entre la Chine et les Etats-Unis dans le domaine-clé des droits de l'homme. Un membre du comité aurait expliqué à ses pairs que Google n'est qu'un "outil aux mains du gouvernement des Etats-Unis pour fomenter une révolution en Chine sans violence."

LE POUVOIR S'ESTIME AGRESSÉ SUR SON PROPRE TERRITOIRE

L'affaire Google coïncide avec un autre événement : le discours officiel prononcé le 21 janvier par la secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, sur la "liberté de l'Internet", qu'elle érige en nouvel objectif majeur de la politique étrangère des Etats-Unis. Selon les documents dévoilés par WikiLeaks, les dirigeants chinois perçoivent cette déclaration comme une attaque frontale. Ils ont d'ailleurs bloqué l'accès aux sites Internet diffusant le discours de Mme Clinton.

Les services diplomatiques américains ont contré cette censure en organisant des vidéoconférences et des diffusions via des services de messagerie, avec traduction simultanée. Un intellectuel contacté par l'ambassade n'hésite pas à qualifier l'activisme du gouvernement américain en matière de liberté sur Internet de "défi direct à la capacité du gouvernement chinois à maintenir la stabilité sociale et politique, et donc sa légitimité." En particulier, le projet de distribuer gratuitement sur Internet des logiciels permettant de contourner la censure d'Etat a été jugé intolérable.

En conséquence, plusieurs informateurs de l'ambassade se disent pessimistes : s'estimant agressé sur son propre territoire, le pouvoir va réagir en aggravant la censure et la répression sur Internet contre les dissidents connus, mais aussi contre l'ensemble de la population. Il pourrait en outre multiplier les obstacles pour empêcher les sociétés informatiques américaines de poursuivre leur implantation en Chine.

Les diplomates américains apprennent cependant rapidement que les Chinois souhaitent prendre discrètement contact avec Google en terrain neutre, dans un pays européen, afin de trouver un compromis acceptable. Ils en concluent donc que même si les négociations sont longues et compliquées, Google restera présent sur le marché chinois.

Post-scriptum :

<http://www.lemonde.fr/international...>